



**B U R K I N A F A S O**  
⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚  
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

au 4ème trimestre 2014

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**  
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso  
E-mail : [insd@insd.bf](mailto:insd@insd.bf); [insdbf@yahoo.fr](mailto:insdbf@yahoo.fr) - Site web : [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

TBE n° 04/2014

# SOMMAIRE

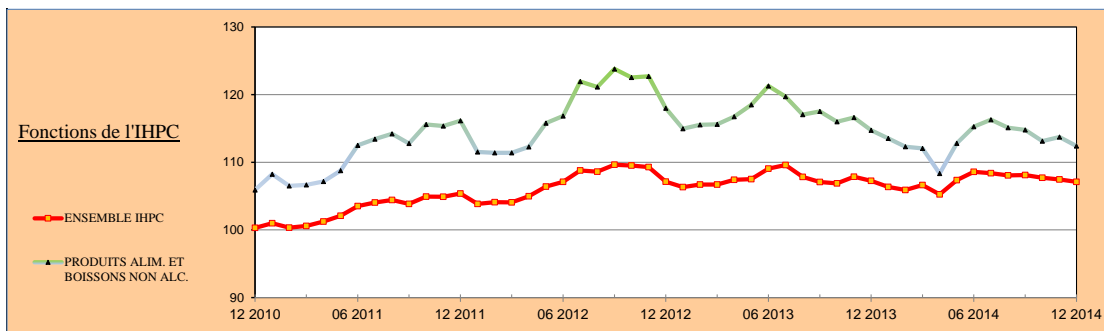
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>9</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>14</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>17</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>22</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>23</b>

## Secteur réel

Le quatrième trimestre 2014 a connu, comparativement au trimestre précédent une légère baisse des prix à la consommation sous l'effet de la baisse des prix des produits alimentaires. On observe également une contraction des prix des produits de l'élevage. Quant à l'industrie, au troisième trimestre 2014, l'activité a été moins dynamique.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2013	2014	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>107,3</b>	<b>106,3</b>	<b>107,1</b>	<b>108,2</b>	<b>107,4</b>	<b>-0,7%</b>	<b>0,1%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	115,8	112,6	112,1	115,4	113,1	-2,0%	-2,3%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	106,8	102,5	99,6	100,2	99,1	-1,1%	-7,2%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	116,6	115,2	117,8	116,6	117,5	0,7%	0,7%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,6	98,7	98,8	98,8	98,6	-0,2%	0,0%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	106,0	108,8	114,6	114,6	114,7	0,0%	8,2%
COMMUNICATION	64,6	64,5	64,2	64,2	64,2	0,0%	-0,8%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	96,2	96,2	96,3	96,3	96,4	0,1%	0,2%
ENSEIGNEMENT	104,4	104,4	104,4	104,4	108,1	3,6%	3,6%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	113,9	113,4	113,2	113,6	112,8	-0,8%	-1,0%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,9	104,3	105,0	104,9	104,9	0,0%	1,0%



Le quatrième trimestre de l'année 2014 est marqué par une baisse de 0,7% du niveau général des prix à la consommation en glissement trimestriel. Cependant, en variation annuelle, c'est une hausse de 0,1% qui a été enregistrée.

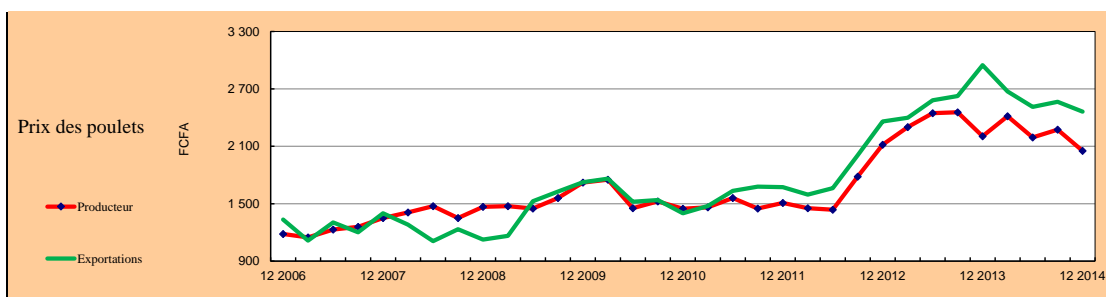
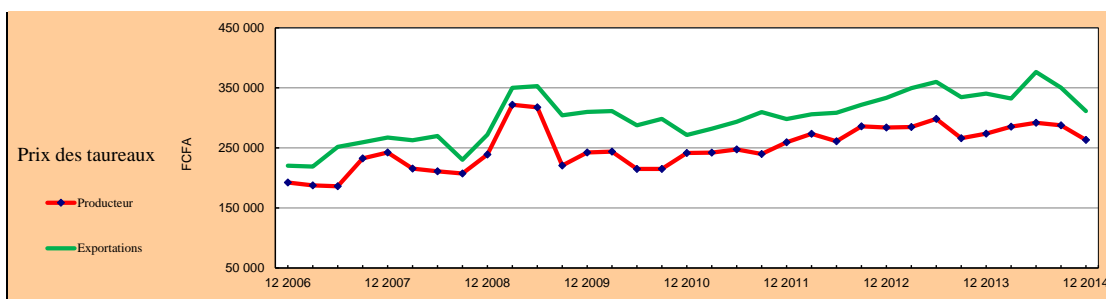
La baisse en glissement trimestriel est essentiellement imputable au recul des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de 2,0%), des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants de 1,1% et des tarifs des services de restauration et d'hôtellerie de 0,8%. Seuls les services d'enseignement ont enregistré une hausse (+3,6%), les autres fonctions ayant connu une relative stabilité de leurs prix.

Par rapport au même trimestre de l'année précédente, la faible hausse de 0,1%, malgré un fléchissement des prix des produits alimentaires de 2,3% (qui en général imprime la tendance globale de l'IHPC), est expliquée essentiellement par une forte hausse du coût des transports (+8,2%) et des tarifs de communication (+3,6%).

En fin décembre 2014, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de (-0,3%) contre (+0,5%) en décembre 2013. La bonne tenue de la campagne agricole 2013-2014 et les mesures gouvernementales contre la vie chère expliqueraient cette maîtrise des prix à la consommation.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE								
Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
	2013	2014	2014	2014	2014	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	273 740	285 368	291 750	287 556	263 270	-8,4%	-3,8%	
Prix à l'exportation du taureau	340 563	332 147	376 460	350 293	311 336	-11,1%	-8,6%	
Prix au producteur du bœuf	42 954	42 579	38 758	39 513	38 574	-2,4%	-10,2%	
Prix à l'exportation du bœuf	47 582	48 886	49 622	53 444	45 308	-15,2%	-4,8%	
Prix au producteur du bouc	23 931	25 568	22 996	21 395	20 110	-6,0%	-16,0%	
Prix à l'exportation du bouc	34 321	38 165	33 971	32 944	30 964	-6,0%	-9,8%	
Prix au producteur du poulet	2 205	2 414	2 193	2 275	2 052	-9,8%	-6,9%	
Prix à l'exportation du poulet	2 948	2 674	2 512	2 566	2 462	-4,1%	-16,5%	
Prix au producteur de la pintade	2 464	2 343	2 275	2 439	2 277	-6,6%	-7,6%	
Prix à l'exportation de la pintade	3 023	2 504	2 509	2 517	2 370	-5,8%	-21,6%	



Au quatrième trimestre, les prix des animaux ont enregistré une baisse générale au niveau du bétail et de la volaille comparativement au trimestre précédent aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. Ces prix sont également en baisse par rapport aux prix constatés l'an dernier sur tous les marchés.

Les prix des taureaux sur les différents marchés montre que ceux-ci ont connu une baisse de 8,4% sur les marchés de production et de 11,1% sur les marchés d'exportation.

Les mercuriales de petits ruminants ont également connu une baisse par rapport au trimestre précédent. En effet, le prix du bœuf a baissé de 2,4% sur les marchés de production et 15,2% sur les marchés d'exportation. Les baisses observées sont identiques pour le bouc sur tous les marchés et ont été de -6,0%.

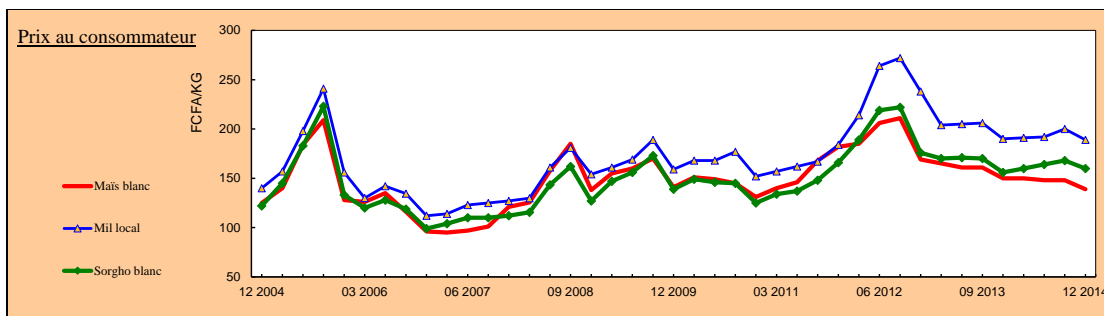
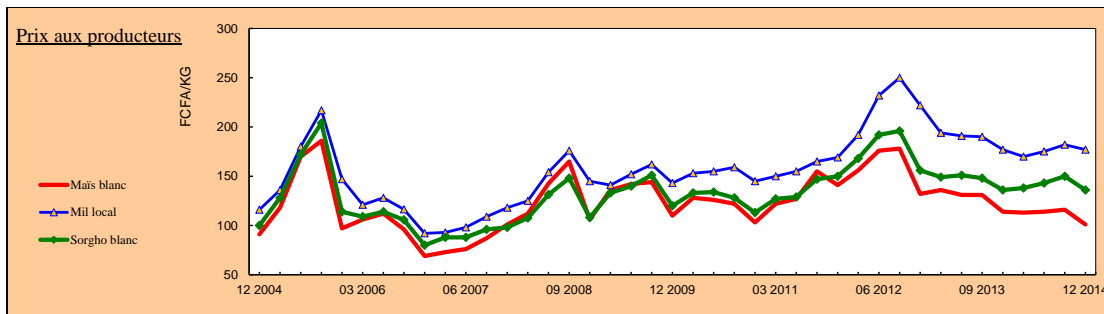
Quant aux prix de la volaille, ils ont enregistré leur plus forte baisse en glissement trimestriel sur les marchés de production et sur les marchés d'exportation en glissement annuel. Les baisses observées sur les marchés de production et en glissement trimestriel sont de 9,8% pour le prix du poulet et de 6,6% pour la pintade.

Toutes ces baisses de prix pourraient s'expliquer au niveau national par un niveau d'approvisionnement des marchés en bétail à la hausse par rapport au trimestre écoulé d'au moins 23,1%, la faible demande en bétail, la crise socio politique. De plus avec le développement de l'aviculture moderne, certains producteurs en cette période de fête déstockent les poules pondeuses en fin de carrière à des prix concurrentiels. Au niveau international, il y a également une baisse de la demande (exportation) en bétail (31,42%) qui serait due principalement à la baisse du taux de change de la monnaie ghanéenne, à la maladie à virus Ebola et à la crise au Nigeria.

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2013	2014	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	114,0	113,0	114,0	116,0	101,0	-12,9%	-11,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	150,0	150,0	148,0	148,0	139,0	-6,1%	-7,3%
Prix au producteur du mil local	177,0	170,0	175,0	182,0	177,0	-2,7%	0,0%
Prix au consommateur du mil local	190,0	191,0	192,0	200,0	189,0	-5,5%	-0,5%
Prix au producteur du sorgho blanc	136,0	138,0	143,0	150,0	136,0	-9,3%	0,0%
Prix au consommateur du sorgho blanc	156,0	160,0	164,0	168,0	160,0	-4,8%	2,6%



Le quatrième trimestre a été marqué par une meilleure disponibilité des céréales sur l'ensemble des marchés. Ces derniers sont bien approvisionnés par les producteurs et les commerçants. En cette période, une baisse saisonnière de la demande est observée sur les marchés par rapport aux mois écoulés. La demande est aussi jugée inférieure à celle de l'année passée à la même période, ce qui pourrait dénoter de la présence des stocks résiduels de la campagne agricole écoulée 2013/2014 au niveau des commerçants.

Les prix des principales céréales ont connu des baisses sur les marchés. Cette baisse s'avère normale et s'explique par la période de récolte qui a pour conséquence une bonne disponibilité céréalière sur les marchés et une réduction de la demande.

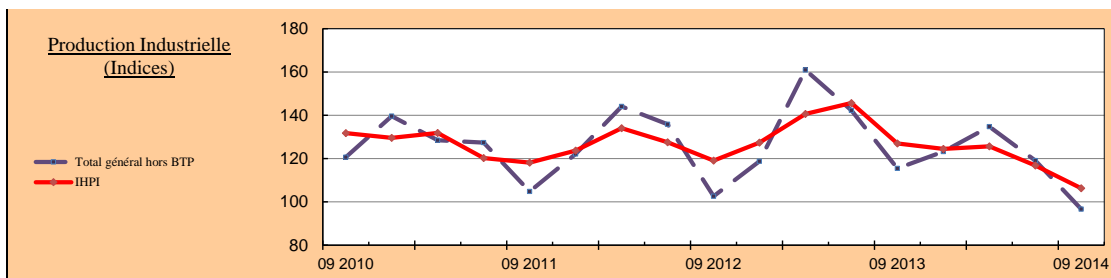
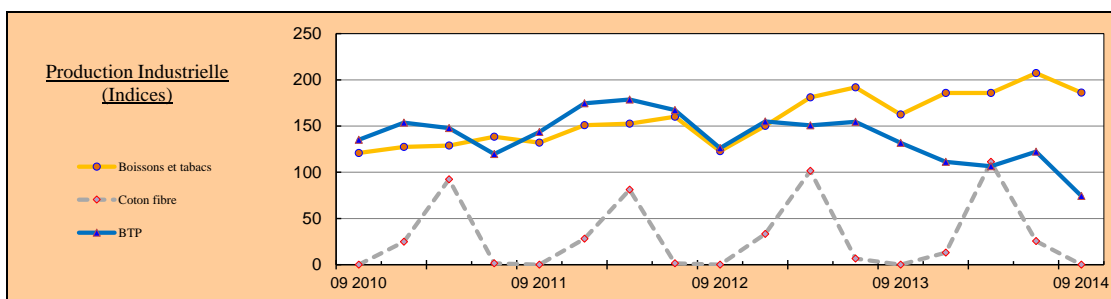
Les prix moyens du trimestre à la consommation ont été de 148 FCFA/Kg pour le maïs, de 189 FCFA/Kg pour le mil et de 160 FCFA/kg pour le sorgho. Il découle de ces prix des variations par rapport au trimestre précédent de -6,1% pour le maïs, de -5,5% pour le mil et de -4,8% pour le sorgho. Par rapport au 4ème trimestre 2013, on enregistre une baisse de -7,3% pour le maïs contre une légère hausse de 2,6% pour le sorgho ; le mil étant demeuré stable. Comparé à la moyenne quinquennale, il a été enregistré des variations de +3%, de +5% et de -10% respectivement pour le mil, le sorgho et le maïs.

Les prix des céréales les plus élevés du trimestre demeurent sur les marchés des régions du sahel (Gorom-Gorom et Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé), avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 13 500 FCFA pour le maïs, 15 000 FCFA pour le sorgho et 19 000 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhou (Djibasso, Fara, Gassan), du Centre-Est (Kompienga), les Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et les Cascades (Douna) avec des moyennes de 11 500 FCFA le sac de maïs, 12 500 FCFA le sac de sorgho et 17 500 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.H.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.

### INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	0,0	13,1	111,2	25,5	0,0	-100,0%	
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	146,3	158,8	165,1	168,3	154,6	-8,1%	5,7%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	6,5	15,3	107,1	36,7	11,6	-68,4%	77,8%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	814,9	1 119,7	1 146,3	1 019,9	897,1	-12,0%	10,1%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	125,1	126,3	143,0	152,7	121,0	-20,8%	-3,3%
BOISSONS ET TABAC	162,5	185,8	185,7	207,2	186,2	-10,1%	14,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	125,1	126,3	143,0	152,7	121,0	-20,8%	-3,3%
BOULANGERIES, MEUNERIES	179,8	146,3	137,2	129,9	134,9	3,8%	-25,0%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	109,7	102,7	123,6	88,6	89,3	0,8%	-18,6%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	72,2	37,6	65,8	150,2	128,4	-14,5%	77,8%
INDUSTRIES CHIMIQUES	72,9	58,0	76,6	77,3	73,8	-4,6%	1,2%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	8,0	12,1	4,6	9,7	23,6	143,3%	193,7%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	125,5	119,0	107,4	165,4	132,9	-19,7%	5,8%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	131,7	111,2	106,5	122,2	74,4	-39,1%	-43,5%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>115,4</b>	<b>123,2</b>	<b>134,7</b>	<b>119,1</b>	<b>96,6</b>	<b>-18,8%</b>	<b>-16,3%</b>
<b>IHPI</b>	<b>117,6</b>	<b>121,6</b>	<b>140,7</b>	<b>149,8</b>	<b>118,1</b>	<b>-21,2%</b>	<b>0,4%</b>



La production industrielle connaît une baisse au troisième trimestre 2014. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) base 100 en 2007, en baisse de 21,2% en glissement trimestriel, s'établit à 118,1 au cours du trimestre. Cependant, l'indice est en légère hausse (+0,4%) en glissement annuel.

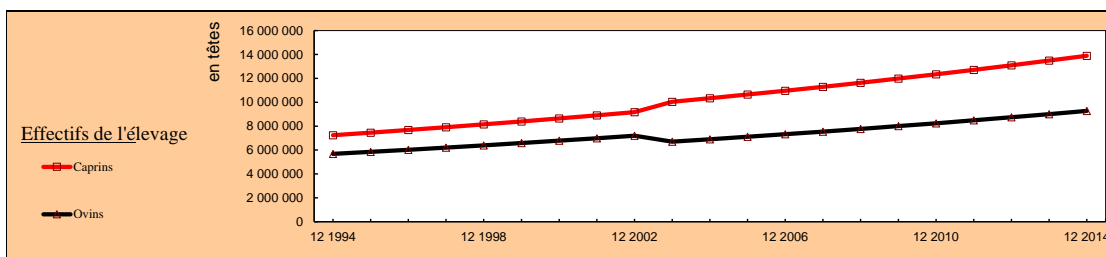
La baisse enregistrée est observée dans la plupart des branches d'activité. Elle est due essentiellement aux industries de production et de distribution d'eau et d'électricité, aux entreprises de fabrication de matériaux de construction et aux industries minières et textiles qui enregistrent une baisse importante de leur production respective au cours de la période. En effet, l'indice du secteur du BTP est en baisse importante tant en glissement trimestriel (-39,1%) qu'annuel (-45,3%). Le secteur eau, électricité et gaz, et l'industrie extractive, enregistrent également des baisses de leur indice respectif (-19,7% et -12,0%). En glissement annuel par contre, les indices des deux secteurs sont en hausse. De même, l'industrie textile enregistre des baisses saisonnières de production en glissements trimestriel et annuel (-86,3% et -8,0% respectivement).

Quelques secteurs industriels enregistrent cependant des hausses de leurs productions au cours du trimestre. Il s'agit notamment des industries de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux et les boulangeries et meuneries; leurs indices respectifs sont en hausse de 143,3% et 3,8%. En glissement annuel, si les industries de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux sont en hausse de 193,7%, les boulangeries et meuneries enregistrent une baisse de 25,0% de leur production.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	déc 2014	Croissance moyenne	
						2010-2014	2013-2014
Effectif de bovins (en têtes)	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	9 090 718	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	9 277 746	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	13 891 447	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	37 512	38 638	39 797	40 991	42 220	3,0%	3,0%

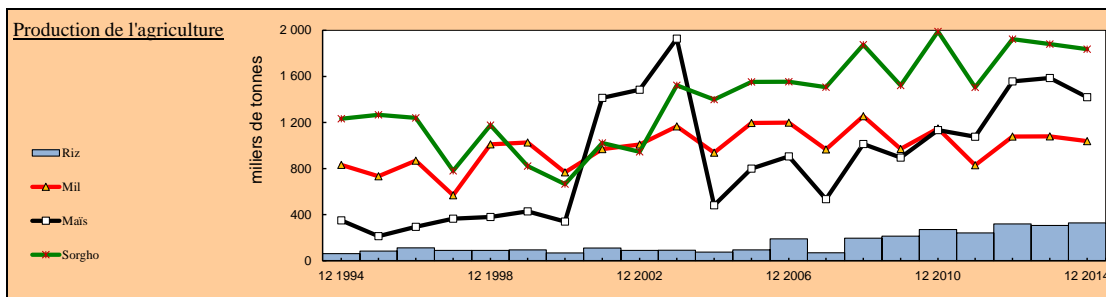


En attendant la réalisation de la première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC I) qui connaît des difficultés de financement, les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) constituent la base de projection et d'estimation des effectifs du cheptel. L'estimation des effectifs du cheptel pour la fin de l'année 2014 et le début de l'année 2015 au niveau national présenté ci-dessus donne un croit globale depuis 2003 de 24,3% pour les bovins, de 38,4% pour chacune des espèces ovine, caprine et la volaille.

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	déc 2014	Croissance moyenne	
						2010-2014	2013-2014
Production brute totale de céréales	4 560 574	3 666 405	4 898 544	4 869 723	4 636 070	0,4%	-4,8%
dont : Production brute de mil	1 147 894	828 741	1 078 394	1 078 570	1 038 087	-2,5%	-3,8%
dont : Production brute de sorgho	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 880 465	1 835 918	-2,0%	-2,4%
dont : Production brute de maïs	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 585 418	1 420 206	5,8%	-10,4%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	270 658	240 865	319 390	305 382	327 211	4,9%	7,1%

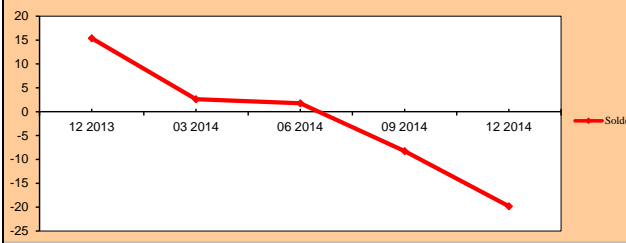


Le quatrième trimestre 2014 a été marqué par les activités de récoltes et de reconstitutions des stocks surtout au niveau producteurs et la mise à marché des produits sur le marché. Sur le plan national, la campagne agricole 2014/2015 s'est achevée sur une production céréalière prévisionnelle brute évaluée à quatre millions six cent trente-six mille soixante-dix (4 636 070) tonnes répartie comme suit : 1 835 918 tonnes pour le sorgho, 1 420 206 tonnes pour le maïs, 1 038 087 tonnes pour le mil, 327 211 tonnes pour le riz et 14 647 tonnes pour le fonio.

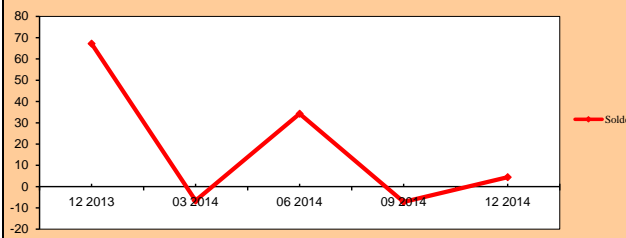
Comparée à la production totale définitive de la campagne 2013/2014, la production céréalière de la campagne agricole en cours est en baisse de -4,8%. Exception faite du riz (+7,1), toutes les spéculations connaissent une baisse: -3,8% pour le mil, -10,4% pour le maïs, -2,8% pour le sorgho blanc, -1,2% pour le sorgho rouge et -26,4% pour le fonio. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, une hausse de la production de 7,2% est enregistrée soit +1,7% pour mil, +13,7% maïs, +5,8 pour le sorgho blanc, -1,7% pour le sorgho rouge, +21,2% pour le riz et -26,4% pour le fonio.

La production des autres cultures vivrières s'établit à 869 806 tonnes, enregistrant une hausse de 19,2 % comparativement au résultat de la campagne 2011-2012 et une hausse de 29,9 % par rapport aux 5 dernières années. Quant aux productions des cultures de rente, elles sont en hausse de 44,2% comparativement à la campagne dernière avec une hausse de 218,9% pour le sésame et 46,6% pour le niébé.

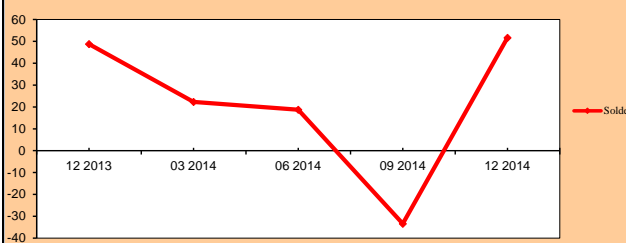
Sources : M.A.H.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

**SOLDES D'OPINION****Climat des affaires (%)****Climat des affaires**

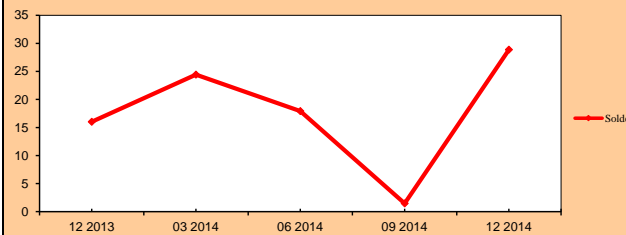
La détérioration du climat des affaires entamée au troisième trimestre s'est poursuivie au dernier trimestre de 2014 malgré l'optimisme affiché des chefs d'entreprises un trimestre plus tôt. Cette conjoncture peu favorable pourrait être mise en relation avec la situation nationale intervenue à la suite des événements du 30 et 31 octobre 2014.

**Ventes (%)****Ventes**

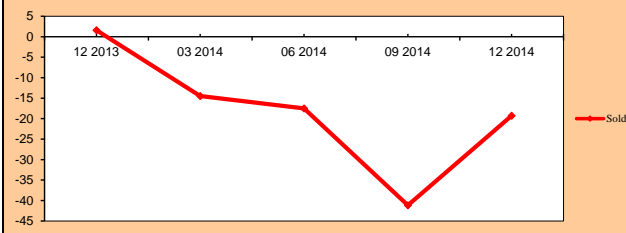
Toutefois, les ventes sont ressorties en hausse comparativement à leur niveau du troisième trimestre 2014.

**Production (%)****Production**

La production s'inscrit dans cette même tendance en terminant l'année 2014 en hausse après un recul observé au trimestre précédent.

**Effectifs employés (%)****Effectifs employés**

Les effectifs employés ont maintenu leur tendance à la hausse au cours des quatre trimestres de 2014.

**Trésorerie (%)****Trésorerie des entreprises**

Après trois trimestres consécutifs de tensions de trésorerie, la situation de la trésorerie des entreprises est restée difficile au quatrième trimestre 2014.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

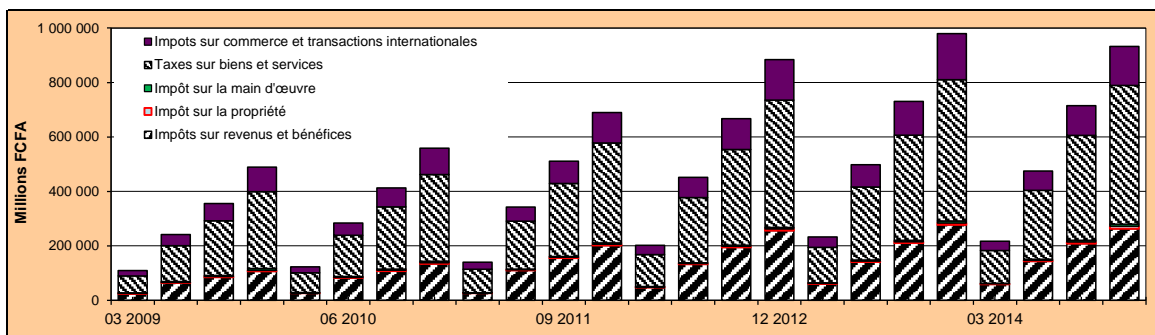
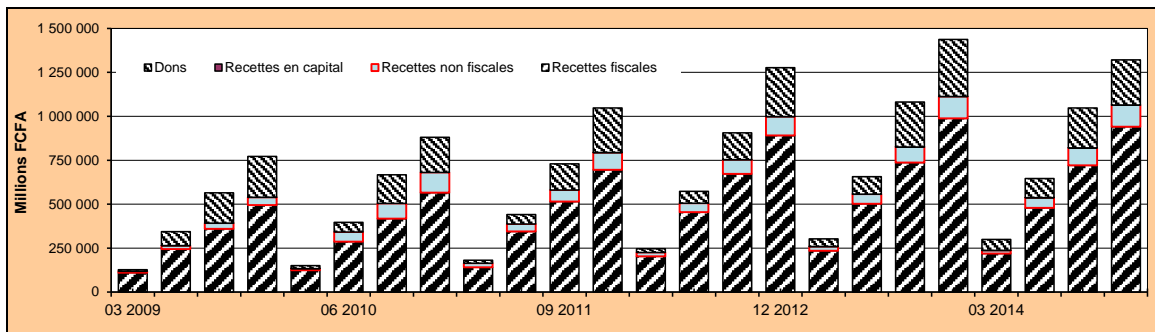


## Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat serait ressortie déficitaire à fin décembre 2014. Le déficit global base engagement se serait établi à 111,1 milliards de francs CFA, contre un déficit de 176,5 milliards de francs CFA pour la même période l'année précédente. Hors dons, on constate que ce déficit s'accroît (-367,6 milliards de francs CFA). Ce déficit est en amélioration par rapport à la même période en 2014 (500,8 milliards de francs CFA).

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2014	2014	2014	2014		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 672 172,4</b>	<b>1 437 672,6</b>	<b>299 150,1</b>	<b>645 811,3</b>	<b>1 047 304,0</b>	<b>1 321 150,3</b>	<b>79,0%</b>	<b>-8,1%</b>
Recettes totales	1 291 832,3	1 113 308,9	237 060,7	537 374,1	820 751,2	1 064 703,5	82,4%	-4,4%
Recettes courantes	1 291 667,8	1 113 198,0	237 060,6	537 362,5	820 739,6	1 064 691,9	82,4%	-4,4%
Recettes fiscales	1 158 479,4	988 776,3	218 955,6	478 639,5	720 941,8	940 681,6	81,2%	-4,9%
Impôts sur revenus et bénéfices	331 853,1	277 016,6	59 004,8	143 041,6	207 819,3	262 614,0	79,1%	-5,2%
Impôt sur la main d'œuvre	7 513,9	7 285,7	1 986,4	3 893,3	5 648,4	7 407,1	98,6%	1,7%
Taxes sur biens et services	612 171,4	519 037,9	120 288,0	252 892,7	385 744,9	509 613,9	83,2%	-1,8%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	191 409,7	169 449,9	34 516,9	71 383,0	108 799,7	143 737,9	75,1%	-15,2%
Autres recettes fiscales	7 723,8	8 904,9	1 635,8	3 574,6	6 160,8	7 884,6	102,1%	-11,5%
Recettes non fiscales	133 188,4	124 421,8	18 105,0	58 723,0	99 797,8	124 010,3	93,1%	-0,3%
Recettes en capital	164,464	110,846	0,092	11,622	11,570	11,571	7,0%	-89,6%
<b>Dons</b>	<b>380 340,1</b>	<b>324 363,7</b>	<b>62 089,4</b>	<b>108 437,1</b>	<b>226 552,8</b>	<b>256 446,8</b>	<b>67,4%</b>	<b>-20,9%</b>
Projets	266 735,7	205 230,1	25 360,7	59 906,8	131 694,9	157 510,4	59,1%	-23,3%
Programmes	113 604,4	119 133,6	36 728,7	48 530,3	94 857,9	98 936,4	87,1%	-17,0%



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau cumulé de réalisation de 1321,1 milliards de FCFA à fin décembre 2014, contre 1437,7 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une baisse de 8,1%. Cette variation s'explique essentiellement par une contraction des dons (-68 milliards) et une baisse des recettes fiscales de 4,9% par rapport à la même période en 2013.

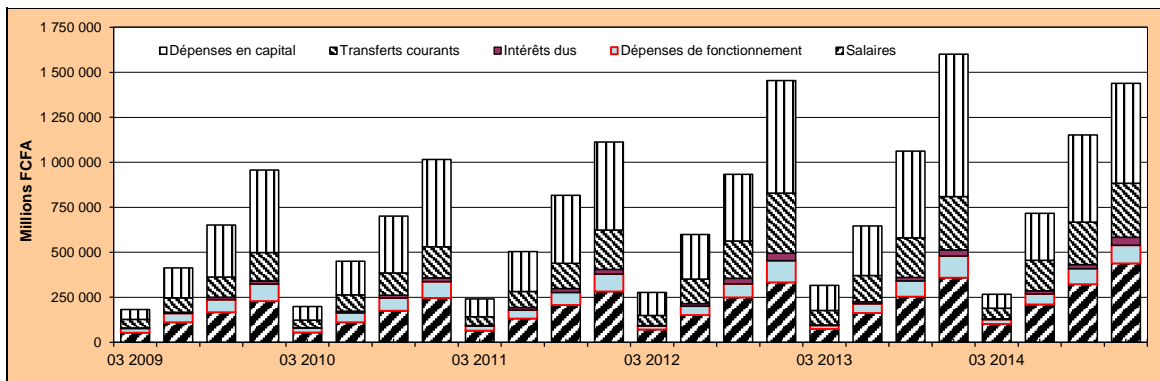
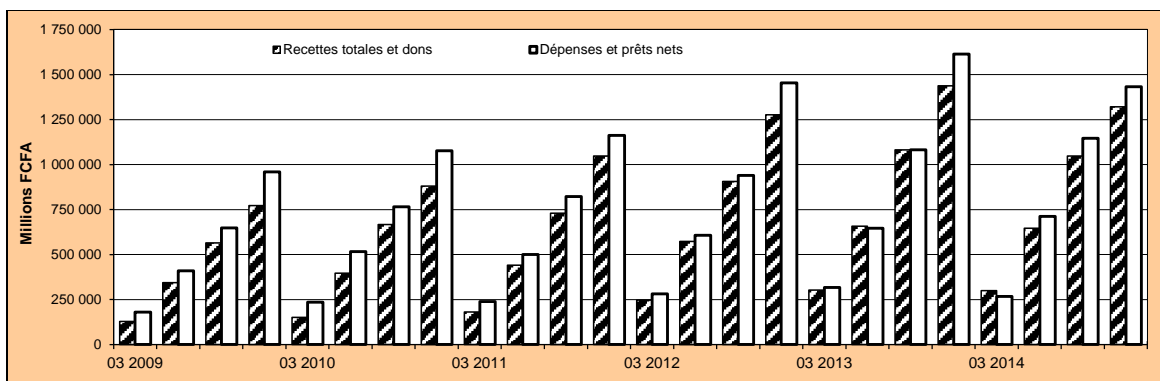
Les recettes propres auraient été recouvrées à hauteur de 1064,7 milliards de francs CFA à fin décembre 2014 contre 1113,2 milliards de francs CFA une année auparavant, correspondant à une baisse 48,5 milliards.

Les recettes non fiscales ont enregistré une légère baisse (124 milliards au 31 décembre 2014 contre 124,4 milliards à la même période l'année précédente).

La mobilisation des dons s'élèverait à 256,4 milliards au quatrième trimestre 2014 contre 324,4 milliards la même période en 2013. Il faut remarquer que ce niveau de mobilisation correspond à celui réalisé au troisième trimestre 2013. Cette baisse du niveau de leur mobilisation est due à la contraction simultanée des dons programmes et des dons projets.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS								
DEPENSES CUMULEES	Prévision budgétaire (2014)	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 746 061,9</b>	<b>1 614 140,8</b>	<b>266 735,2</b>	<b>712 046,4</b>	<b>1 146 849,4</b>	<b>1 432 280,3</b>	<b>82,0%</b>	<b>-11,3%</b>
Dépenses	1 750 062	1 600 587,6	266 861,4	716 269,3	1 151 670,0	1 438 414,5	82,2%	-10,1%
Dépenses courantes	850 279	809 373,4	189 422,3	455 608,4	668 070,3	883 463,5	103,9%	9,2%
Salaires	401 045	357 868,8	101 446,3	209 405,9	322 537,8	437 290,6	109,0%	22,2%
Dépenses de fonctionnement	130 445	120 803,8	25 117,1	59 522,5	86 347,1	101 379,7	77,7%	-16,1%
Intérêts dus	29 521	34 755,3	3 196,5	17 484,1	22 340,4	44 011,2	149,1%	26,6%
Transferts courants	289 267	295 945,5	59 662,4	169 196,0	236 845,1	300 782,0	104,0%	1,6%
Dépenses en capital	899 783	791 214,2	77 439,1	260 661,0	483 599,6	554 951,0	61,7%	-29,9%
financées sur ressources propres	521 239	468 061,9	42 837,6	165 299,6	302 756,4	330 116,7	63,3%	-29,5%
Prêts nets	-4 000	13 553,2	-126,2	-4 222,9	-4 820,6	-6 134,1	153,4%	-145,3%



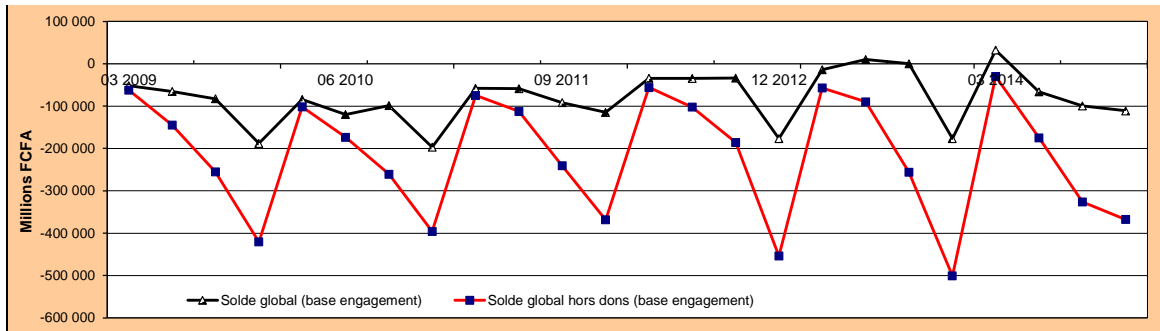
Au titre des dépenses et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau cumulé d'exécution de 1432,3 milliards de FCFA à fin décembre 2014 contre 1614,1 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une baisse de 181,8 milliards de FCFA expliquée principalement par la baisse importante des dépenses en capital (-236,3 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes sont passées de 809,4 milliards de FCFA à fin décembre 2013 pour s'établir à 883,5 milliards de FCFA à fin décembre 2014, soit une hausse de 09,2%. Ce niveau d'exécution s'explique essentiellement par une hausse des dépenses liées au personnel (+79 milliards) ainsi que les intérêts de la dette (+ 10 milliards) par rapport à la même période en 2014.

Le niveau des dépenses en capital est ressorti à 555 milliards de FCFA soit une baisse de 236 milliards de FCFA comparativement à fin décembre 2013.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

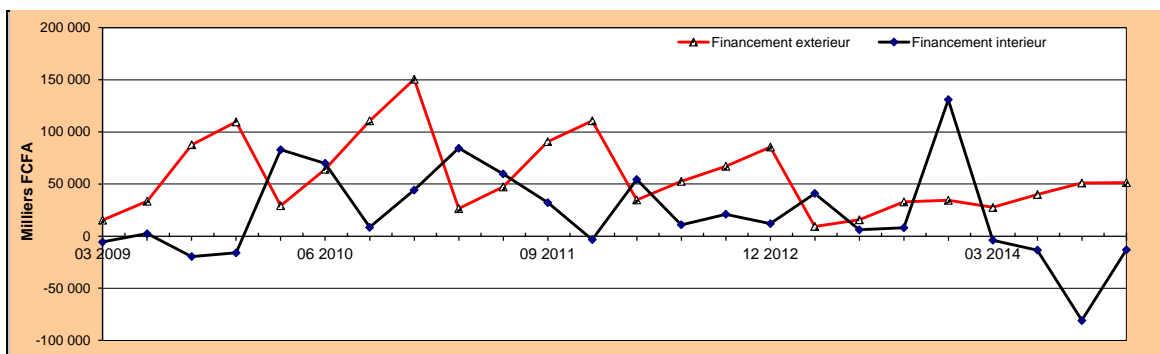
SOLDES ET FINANCEMENT								
SOLDE GLOBAL	Prévision budgétaire (2014)	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
(Cumulés, millions Francs CFA)		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-73 889,5	-176 468,2	32 414,8	-66 235,2	-99 545,4	-111 130,0	150,4%	-37,0%
Solde global hors dons (base engagement)	-454 230	-500 831,9	-29 674,6	-174 672,3	-326 098,2	-367 576,9	80,9%	-26,6%
Solde primaire	-424 709	-466 076,7	-26 478,1	-157 188,3	-303 757,8	-323 565,7	76,2%	-30,6%
Solde de base	-75 685	-235 129,8	3 390,7	-84 056,6	-150 874,7	-151 864,9	200,7%	-35,4%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-73 889,5</b>	<b>-164 012,6</b>	<b>-17 688,2</b>	<b>-23 607,0</b>	<b>32 720,2</b>	<b>-34 639,1</b>	<b>46,9%</b>	<b>-78,9%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-454 229,6	-488 376,4	-79 777,7	-132 044,1	-193 832,6	-291 085,9	64,1%	-40,4%



A fin décembre 2014, le solde des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire de 111,1 milliards de FCFA contre un déficit de 176,5 milliards de FCFA à la même période en 2013, d'où une amélioration de 65,4 milliards de FCFA.

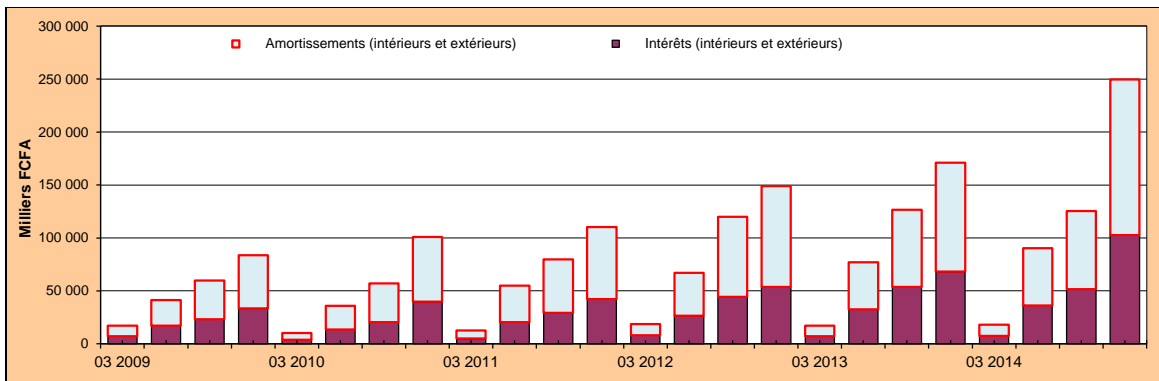
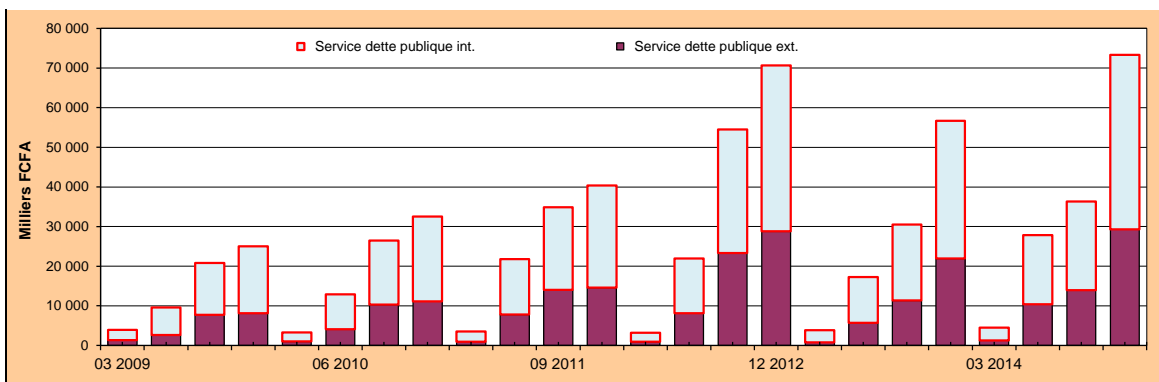
Quant au solde global "base caisse", il est ressorti déficitaire de 34,6 milliards de FCFA contre un déficit de 164 milliards de FCFA une année auparavant.

FINANCEMENT	Prévision budgétaire (2014)	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
(Cumulés, millions Francs CFA)		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>18 889,5</b>	<b>165 378,0</b>	<b>23 655,3</b>	<b>26 701,6</b>	<b>-29 827,5</b>	<b>38 307,8</b>	<b>202,8%</b>	<b>-76,8%</b>
Financement extérieur	74 552,5	34 445,6	27 573,0	40 060,5	51 061,6	51 414,5	69,0%	49,3%
Décaissements extérieurs	102 308,6	60 472,0	31 724,2	54 728,4	67 548,1	82 221,1	80,4%	36,0%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-27 756,1	-26 026,4	-4 151,2	-14 667,9	-16 486,4	-30 806,6	111,0%	18,4%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-55 663,1	130 932,5	-3 917,7	-13 358,9	-80 889,1	-13 106,6	23,5%	-110,0%
Financement bancaire	-55 663,1	138 636,5	-38 203,7	-23 306,5	-79 510,3	-24 918,9	44,8%	-118,0%
Secteur non bancaire	0,0	-7 704,1	34 285,9	9 947,6	-1 378,8	11 812,3		-253,3%
Gap de financement	-55 000,0	0,0	0,0	0,0	-2 892,7	-3 668,8	6,7%	#####



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE								
SERVICE CUMULE	Prévision budgétaire (2014)	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>149 069,0</b>	<b>102 893,6</b>	<b>10 585,8</b>	<b>53 874,9</b>	<b>73 946,7</b>	<b>146 872,0</b>	<b>98,5%</b>	<b>42,7%</b>
Amortissements (int. et ext.)	111 175	68 138,3	7 389,3	36 390,8	51 606,3	102 860,8	92,5%	51,0%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	37 894	34 755,3	3 196,5	17 484,1	22 340,4	44 011,2	116,1%	26,6%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>112 940,0</b>	<b>64 046,9</b>	<b>4 530,2</b>	<b>32 123,0</b>	<b>49 068,8</b>	<b>101 366,2</b>	<b>89,8%</b>	<b>58,3%</b>
Amortissements	83 419	42 111,9	3 238,1	21 722,9	35 119,9	72 054,2	86,4%	71,1%
Intérêts	29 521	21 934,9	1 292,1	10 400,0	13 949,0	29 312,0	99,3%	33,6%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>36 129,0</b>	<b>38 846,8</b>	<b>6 055,6</b>	<b>21 751,9</b>	<b>24 877,8</b>	<b>45 505,8</b>	<b>126,0%</b>	<b>17,1%</b>
Amortissements	27 756	26 026,4	4 151,2	14 667,9	16 486,4	30 806,6	111,0%	18,4%
Intérêts	8 373	12 820,3	1 904,4	7 084,0	8 391,4	14 699,2	175,6%	14,7%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,6%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>	<b>152,8%</b>	<b>22,5%</b>

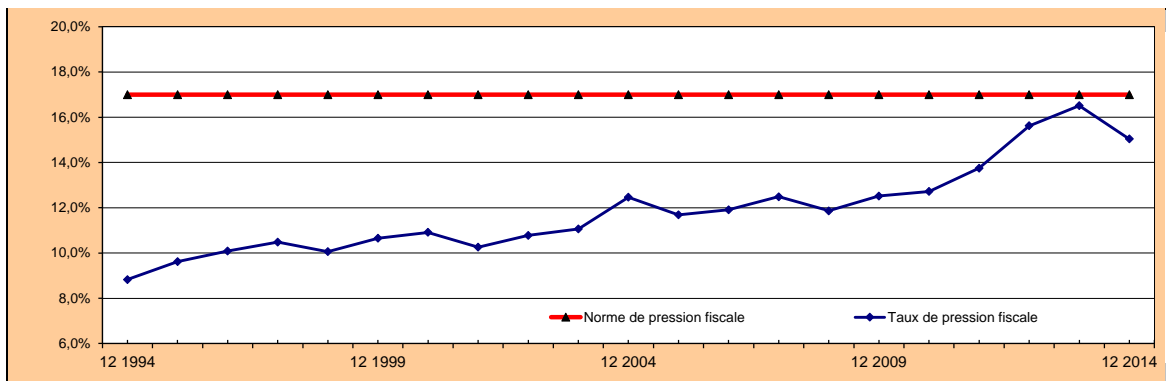


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 4,3% au 31 décembre 2014 contre 3,5 % au 31 décembre de l'année dernière.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-2,9%	-2,3%	-4,2%	-3,7%	-2,5%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%	-0,3%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	29,8%	28,8%	28,9%	28,2%	27,2%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	49,0%	40,7%	45,2%	47,3%	35,1%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	43,5%	40,5%	37,3%	36,2%	46,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-6,1%	-5,3%	-5,3%	-10,3%	-6,6%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,7%	13,7%	15,6%	16,5%	15,0%



Sources : M.E.F.

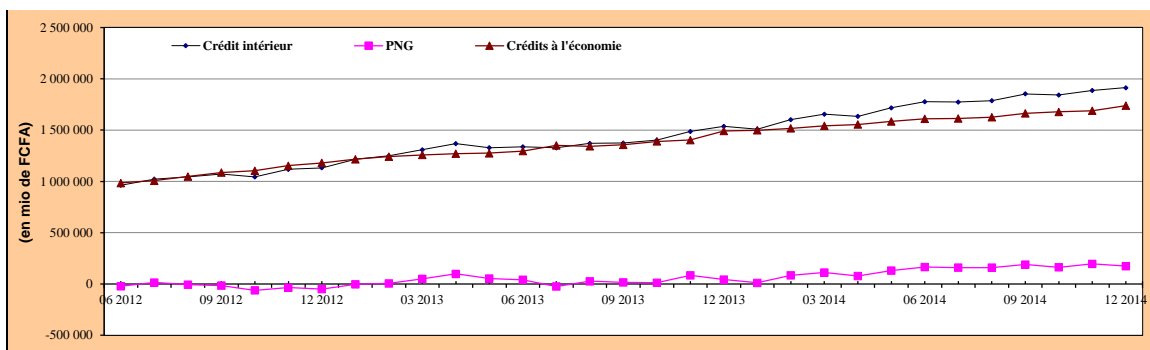
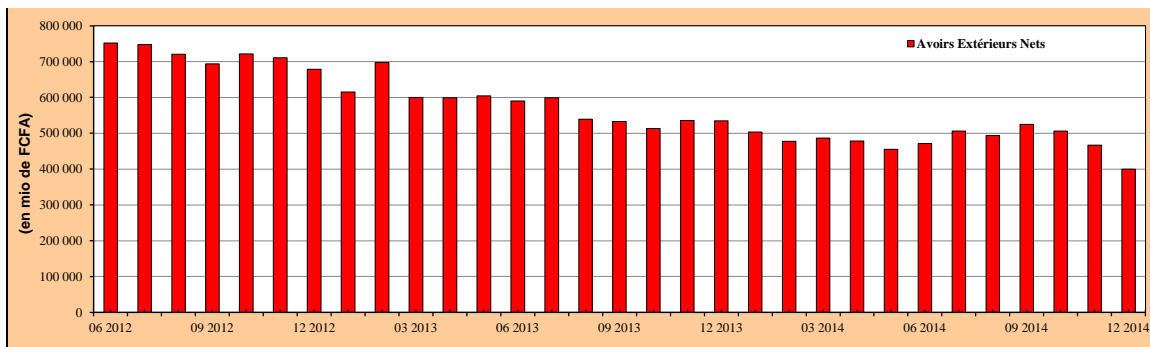
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

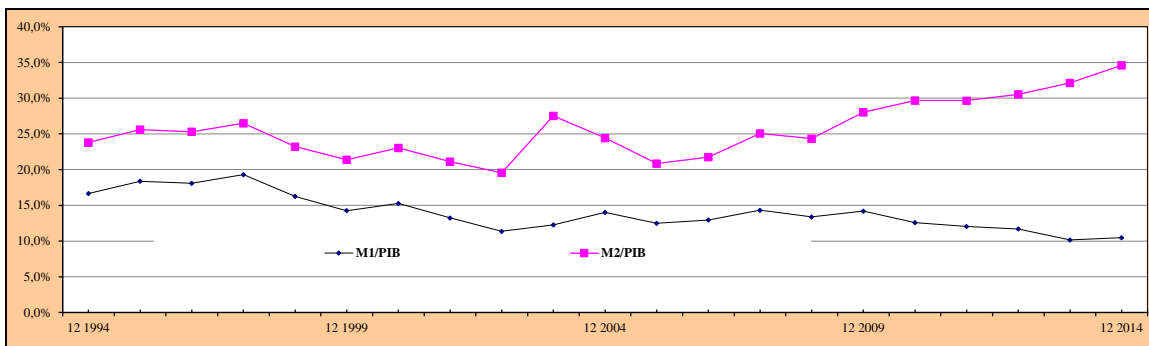
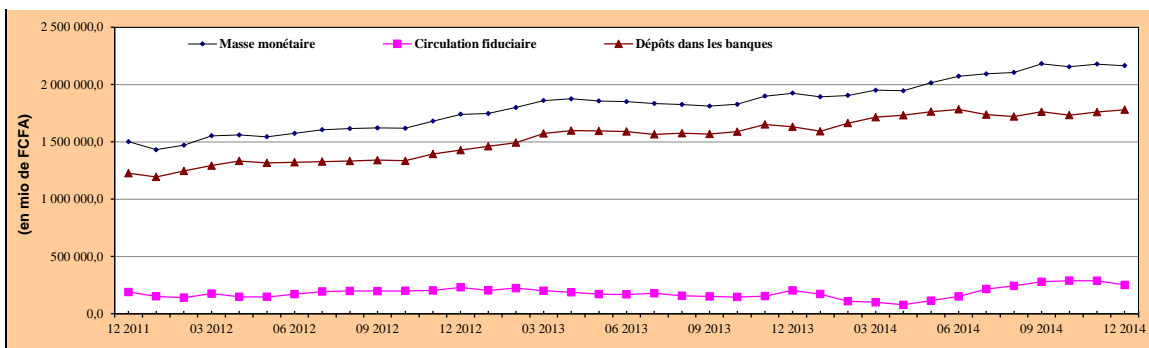
L'évolution des agrégats monétaires entre fin septembre 2014 et fin décembre 2014 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-23,9%), une hausse du crédit intérieur (+3,2%) et de la masse monétaire (-0,8%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>534 897,3</b>	<b>486 472,7</b>	<b>471 133,4</b>	<b>525 109,3</b>	<b>399 422,5</b>	<b>-125 686,8</b>	<b>-23,9%</b>	<b>-135 474,8</b>	<b>-25,3%</b>
BCEAO	45 158,3	-58 522,3	-62 325,6	-15 212,7	-105 505,5	-90 292,8	593,5%	-150 663,8	-333,6%
Banques	489 739,0	544 995,0	533 459,0	540 322,0	504 928,0	-35 394,0	-6,6%	15 189,0	3,1%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>1 536 458,6</b>	<b>1 655 028,6</b>	<b>1 777 507,3</b>	<b>1 853 597,9</b>	<b>1 913 425,6</b>	<b>59 827,7</b>	<b>3,2%</b>	<b>376 967,0</b>	<b>24,5%</b>
PNG	44 167,5	112 423,7	166 501,2	190 489,7	174 396,2	-16 093,6	-8,4%	130 228,6	294,9%
Crédits à l'économie	1 492 291,0	1 542 604,9	1 611 006,1	1 663 108,2	1 739 029,5	75 921,2	4,6%	246 738,4	16,5%
dont crédits à court terme	882 829,0	881 603,9	907 749,1	932 427,2	970 375,5	37 948,2	4,1%	87 546,4	9,9%
dont crédits de campagne	12 629,0	56 590,0	62 799,0	57 715,0	54 242,0	-3 473,0	-6,0%	41 613,0	329,5%
dont crédits à moyen et long terme	596 833,0	604 411,0	640 458,0	672 966,0	714 412,0	41 446,0	6,2%	117 579,0	19,7%
<b>Masse monétaire</b>	<b>1 924 483,6</b>	<b>1 949 846,3</b>	<b>2 072 465,3</b>	<b>2 181 099,1</b>	<b>2 164 053,2</b>	<b>-17 045,9</b>	<b>-0,8%</b>	<b>239 569,6</b>	<b>12,4%</b>
Circulation fiduciaire	203 148,2	100 072,5	151 268,7	278 665,9	250 216,3	-28 449,6	-10,2%	47 068,1	23,2%
Dépôts dans les banques	1 631 180,1	1 715 237,6	1 783 058,5	1 762 199,4	1 780 616,3	18 416,9	1,0%	149 436,2	9,2%
dont dépôts à vue	781 917,1	814 687,6	853 116,5	801 186,4	809 236,3	8 049,9	1,0%	27 319,2	3,5%
dont dépôts à terme	549 042,0	584 498,0	594 150,0	619 201,0	620 042,0	841,0	0,1%	71 000,0	12,9%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>146 872,3</b>	<b>191 655,0</b>	<b>176 175,4</b>	<b>197 608,1</b>	<b>148 794,9</b>	<b>-48 813,2</b>	<b>-24,7%</b>	<b>1 922,6</b>	<b>1,3%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.10	déc.11	déc.12	déc.13	déc.14
Est.					
M1/PIB	12,6%	12,0%	11,7%	10,2%	10,5%
M2/PIB	29,7%	29,7%	30,5%	32,1%	34,6%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se contracteraient de 135,5 milliards de FCFA (-25,3%) au cours de l'année 2014 pour s'établir à 399,4 milliards de FCFA, en relation avec la baisse des avoirs extérieurs net de la Banque Centrale (-105,5 milliards de FCFA) tandis que ceux des banques sont ressortis en hausse (+504,9 milliards de FCFA).



La contraction des AEN de la Banque Centrale malgré l'amélioration continue du taux de rapatriement du produit des recettes d'exportation (81,3% contre 61,6% à fin décembre 2013) est liée à la baisse des disponibilités extérieures sur les autres Etats de l'Union et s'expliquerait. Quant aux AEN des banques commerciales, ils se sont accrus de 15,2 milliards (3,1%), en relation notamment avec leur participation au marché des titres publiques des autres Etats de l'Union. En variation trimestrielle, les AEN ont enregistré une baisse de 125,7 milliards (-23,9%). Les AEN de la BCEAO ont enregistré un reflux de 90,3 milliards à la suite d'un repli de ses avoirs extérieurs bruts (-83,9 milliards, soit -34,0%), accentué par l'accroissement de ses engagements extérieurs (+6,4 milliards, soit +2,4%). Cette baisse importante des AEN de la BCEAO, s'explique notamment par la baisse de ses disponibilités extérieures sur les autres Etats de l'Union.

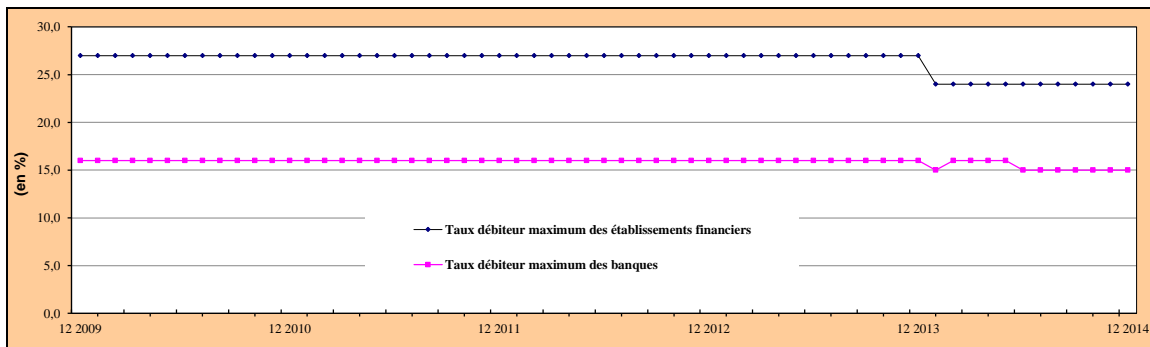
S'agissant du crédit intérieur, il est ressorti à 1.913,4 milliards à fin décembre 2014, en hausse de 3,2% (+59,8 milliards) par rapport à fin septembre 2014. A fin décembre 2014, la PNG s'est située à +174,4 milliards contre +44,2 milliards à fin décembre 2013 et +190,5 milliards à fin septembre 2014. La dégradation de la PNG en glissement annuel s'expliquerait par un gonflement de la dette de l'Etat (+127,5 milliards de FCFA soit +32,3%), principalement sous l'effet de la progression des concours des banques (+90,5 milliards de FCFA) et de la hausse des dépôts des particuliers en CNE (+43,5 milliards de FCFA). Parallèlement, une contraction de 2,7 milliards de FCFA (-0,8%) des créances du Gouvernement a été constatée et s'explique par la baisse des dépôts de l'Etat à la Banque Centrale (-1,7 milliards de FCFA) et dans les banques commerciales (-0,4 milliard de FCFA). Les crédits à l'économie, en s'établissant à 1.739,0 milliards à fin décembre 2014, ils ont enregistré une augmentation de 75,9 milliards (+4,6%) en variation trimestrielle. Le gonflement en variation trimestrielle est imputable aux crédits ordinaires, les crédits de campagne s'étant inscrits en baisse.

La masse monétaire, en s'établissant à 2.164,1 milliards à fin décembre 2014, elle s'est réduite de 17,0 milliards par rapport à son niveau à fin septembre 2014. En variation trimestrielle, la contraction est en ligne principalement avec celle de la circulation fiduciaire (-28,4 milliards, soit -10,2%) et des dépôts en CNE (-6,5 milliards, soit -4,8%), les dépôts en banques ayant connu une hausse (+18,4 milliards, soit +1,0%). Les effets induits par les actions en faveur de la bancarisation expliquent le renforcement des dépôts en banques.

Sources : B.C.E.A.O.

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Variation	
	2013	2014	2014	2014	2014	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	11,0	11,0	11,0	0,0%	-16,6%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	11,0	11,0	11,0	0,0%	633,3%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	-6,3%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	10,0	10,0	10,0	0,0%	-13,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	17,5	17,5	17,5	0,0%	16,7%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	50,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	-11,1%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	-16,7%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	-11,1%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au premier semestre de 2014.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 17,50% au cours du premier semestre 2014.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé, au titre de l'année 2014, à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

**Sources : B.C.E.A.O.**

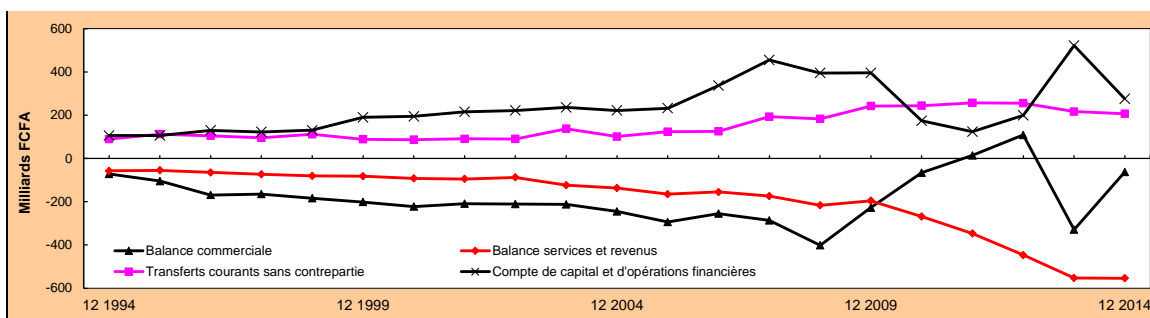


## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs du Burkina Faso en 2014 refléteraient le repli des cours mondiaux de l'or, dont les effets négatifs seraient toutefois atténués par la hausse des quantités exportées d'or ainsi que la progression des prix et des quantités de coton. Le repli de la valeur des importations traduirait, d'une part, l'atténuation des factures pétrolières et alimentaires et, d'autre part, le recul des investissements, notamment dans les secteurs minier et des BTP.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	déc 2014	Var. 2014	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2013	Var./2012
Exportations de biens FOB	788,0	1 132,0	1 464,3	1 315,3	1 321,1	0,4%	-9,8%
Importations de biens FOB	853,6	1 117,8	1 355,8	1 644,2	1 384,0	-15,8%	2,1%
Balance commerciale	-65,6	14,2	108,5	-328,8	-62,9	-80,9%	-158,0%
Services	-265,1	-343,1	-407,6	-459,4	-483,2	5,2%	18,6%
Revenus	-3,2	-3,7	-39,1	-93,3	-70,7	-24,2%	81,1%
Balance des services et revenus	-268,3	-346,8	-446,6	-552,7	-553,9	0,2%	24,0%
Transferts courants sans contrepartie	244,0	257,0	255,3	216,9	206,5	-4,8%	-19,1%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-89,9	-75,6	-82,9	-664,6	-410,3	-38,3%	395,2%
Transferts en capital	98,9	91,1	137,8	238,6	200,2	-16,1%	45,3%
Opérations financières	75,5	32,9	61,7	282,9	75,9	-73,2%	23,0%
Comptes de capital et d'opérations financières	174,3	124,0	199,5	521,6	276,1	-47,1%	38,4%
Erreurs et omissions	1,5	-4,3	3,4	-3,8	-3,1	-17,5%	-192,0%
Solde global	86,0	44,1	120,0	-146,8	-137,4	-6,4%	-214,4%



A fin décembre 2014, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 31,6 milliards de FCFA, contre un déficit de 147,0 milliards de FCFA enregistré en 2013, soit une atténuation de 115,4 milliards de FCFA

Au niveau des opérations courantes, le déficit de la balance des transactions courantes au titre de l'année 2013 se réduirait de 256,1 milliards de FCFA entre 2013 et 2014. Rapporté au PIB, la balance des transactions courantes passerait de -11,1% du PIB en 2013 à -6,6% en 2014. En effet, la balance commerciale ressortirait déficitaire de 62,9 milliards de FCFA en 2014, après un déficit de 328,8 milliards de FCFA en 2013, soit une amélioration de 265,9 milliards de FCFA, provenant des effets combinés du repli de la valeur des importations et du léger accroissement des exportations. Les exportations devraient s'établir à 1.321,1 milliards de FCFA en 2014, soit une faible hausse de 0,4% par rapport à 2013, en relation principalement avec la baisse des cours mondiaux de l'or. En effet, les exportations de ce métal s'établiraient à 37.073 Kg, soit un accroissement de 10,7% par rapport à 2013. Les importations ressortiraient à 1.384,0 milliards de FCFA, contre 1.644,2 milliards de FCFA une année plus tôt, soit un repli de 15,8%. Cette baisse est imputable principalement au recul des importations des biens d'équipement (-30,5%) et intermédiaires (-20,0%). S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste se dégraderait de 483,2 milliards de FCFA en 2014 après un déficit de 459,4 milliards de FCFA en 2013, soit une détérioration de 5,2%, imputable pour l'essentiel aux services financiers et d'information, la valeur du fret reculant de 22,9% en liaison avec la diminution des importations.

Le solde déficitaire du compte du revenu primaire ressortirait à -70,7 milliards de FCFA contre -93,3 milliards de FCFA en 2013, soit une amélioration de 24,2% imputable à la baisse de 30,3% des paiements nets aux non-résidents au titre de la rémunération des investissements opérés notamment par les sociétés minières et de télécommunication.

Quant au solde du revenu secondaire, il s'établirait à 206,5 milliards de FCFA contre 216,9 milliards de FCFA en 2013, soit une baisse de 4,8%, imputable à un repli des transferts de l'Administration publique (12,7%), ceux du secteur privé étant prévu en augmentation.

Au titre du compte de capital, le solde excédentaire se contracterait à 200,3 milliards de FCFA contre 238,4 milliards de FCFA en 2013, soit une baisse de 16,0%, due au repli de 23,2% des transferts en capital au profit de l'Administration publique.

Quant au compte financier, il enregistrerait des entrées nettes de 174,9 milliards de FCFA après des entrées nettes de 282,9 milliards de FCFA un an auparavant, soit une détérioration de 38,2%, en liaison avec celle de ses composantes. Le solde des investissements directs s'établirait à -139,9 milliards de FCFA contre -213,4 milliards de FCFA en 2013, soit une détérioration de 34,5 milliards de FCFA. Les transactions sur les investissements de portefeuille dégageraient des entrées nettes de 3,8 milliards de FCFA en 2014, contre des entrées nettes de 6,9 milliards de FCFA une année plus tôt, soit une baisse de 3,1 milliards de FCFA. Les autres investissements enregistreraient des entrées nettes de 31,3 milliards de FCFA contre des entrées nettes de 62,6 milliards de FCFA en 2013.

Sources : B.C.E.A.O.

<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>							
<b>IMPORTATIONS EN VALEURS</b> (En mio Francs CFA)	<b>4. Trim.</b>	<b>1. Trim.</b>	<b>2. Trim.</b>	<b>3. Trim.</b>	<b>4. Trim.</b>	<b>Glissement</b>	
	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>trimestriel</b>	<b>annuel</b>
<b>TOTAL</b>	<b>505 930,8</b>	<b>392 619,3</b>	<b>424 836,3</b>	<b>429 361,5</b>	<b>415 644,3</b>	<b>-3,2%</b>	<b>-17,8%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	5 194,8	4 753,1	4 965,3	4 429,4	5 248,7	18,5%	1,0%
Produits du règne végétal	23 554,1	20 446,8	19 784,3	26 184,3	24 104,3	-7,9%	2,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 423,4	3 465,5	4 437,7	3 719,3	4 609,0	23,9%	4,2%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	28 290,0	21 196,3	24 550,3	25 350,1	26 426,7	4,2%	-6,6%
Produits minéraux	149 041,9	126 458,4	153 699,5	132 643,0	129 097,0	-2,7%	-13,4%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	61 551,6	65 121,3	52 349,3	67 457,5	42 746,8	-36,6%	-30,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	19 881,1	13 887,9	13 177,1	15 164,2	19 084,0	25,8%	-4,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	244,3	379,4	171,6	442,4	155,3	-64,9%	-36,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 395,0	1 108,0	1 593,1	1 185,6	905,6	-23,6%	-35,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 708,1	4 658,2	4 475,5	7 436,2	7 068,0	-5,0%	23,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	20 878,6	8 767,0	6 777,7	6 268,0	8 660,3	38,2%	-58,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	2 495,8	2 262,7	1 628,5	1 983,8	1 632,7	-17,7%	-34,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 646,7	3 930,0	3 148,0	4 834,4	3 797,7	-21,4%	4,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préci.	182,4	160,0	88,6	123,6	72,8	-41,1%	-60,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	44 183,6	32 724,2	34 719,1	30 184,5	31 193,3	3,3%	-29,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	86 178,8	46 630,5	54 383,2	59 080,1	64 363,2	8,9%	-25,3%
Matériel de transport	39 508,3	29 151,4	34 763,0	34 576,1	36 946,2	6,9%	-6,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 570,7	3 337,5	4 784,7	3 047,0	4 121,2	35,3%	-26,0%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	297,0	937,2	164,5	247,4	826,2	233,9%	178,2%

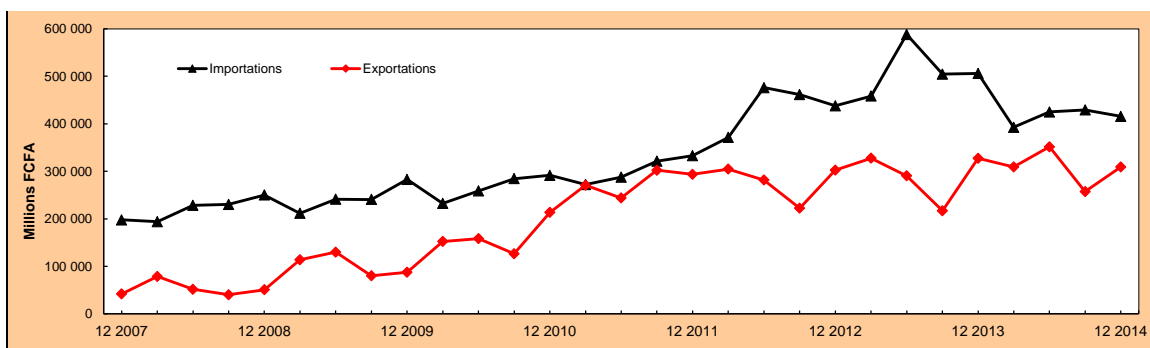
En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 3,2% (-13,7 milliards de FCFA) au quatrième trimestre 2014. Cette baisse est imputable pour l'essentiel aux importations des "produits des industries chimiques et connexes" de 24,7 milliards de FCFA.

Comparativement au quatrième trimestre de 2013, la baisse observée au premier trimestre 2014 se poursuit.

Presque toutes les sections ont enregistré des baisses, mais les plus importantes sont celles des importations de "machines et appareils, matériels électrique" de 21,8 milliards de FCFA, de la facture pétrolière de 19,9 milliards de FCFA, des importations des "produits des industries chimiques et connexes" de 18,8 milliards de FCFA, des "métaux communs et ouvrages" de 13,0 milliards de FCFA, des "matières textiles et ouvrage" de 12,2 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2013	2014	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>327 374,5</b>	<b>309 009,6</b>	<b>351 510,6</b>	<b>257 336,4</b>	<b>309 348,0</b>	<b>20,2%</b>	<b>-5,5%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	702,1	519,1	2 944,8	1 801,0	931,9	-48,3%	32,7%
Produits du règne végétal	59 458,6	52 657,8	23 982,8	17 290,6	39 619,7	129,1%	-33,4%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	54 685,7	44 216,2	5 556,1	9 245,2	37 021,8	300,4%	-32,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 554,8	962,0	1 058,1	1 675,3	2 049,0	22,3%	31,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 450,3	2 619,0	1 613,0	1 499,3	1 473,3	-1,7%	1,6%
Produits minéraux	146,9	283,6	5 265,0	69,7	1 719,3	2366,0%	1070,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	741,2	547,3	785,6	631,1	1 963,7	211,1%	164,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 887,0	289,6	458,6	284,7	1 480,1	419,9%	-21,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	253,7	392,4	346,3	378,8	106,2	-72,0%	-58,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	8,8	15,2	0,0	6,3	3,5	-44,5%	-60,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	28,7	16,0	23,6	16,6	86,7	423,1%	202,3%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	63 279,5	100 731,6	77 777,3	8 087,5	62 596,2	674,0%	-1,1%
dont coton fibre	61 940,8	99 539,0	76 069,2	7 516,5	61 246,4	714,8%	-1,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	27,6	37,7	29,6	29,9	23,6	-20,9%	-14,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	86,0	119,5	349,1	267,0	94,7	-64,5%	10,1%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	177 210,9	127 579,8	208 791,7	207 711,0	178 285,5	-14,2%	0,6%
dont or	177 208,2	127 579,8	208 791,4	207 711,0	178 285,5	-14,2%	0,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	10 967,5	13 882,4	13 441,6	9 025,5	12 458,4	38,0%	13,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 533,3	3 904,7	8 064,3	5 062,6	2 751,2	-45,7%	-22,1%
Matériel de transport	5 167,8	1 899,0	5 936,5	2 684,1	3 169,3	18,1%	-38,7%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	672,7	494,9	254,7	139,5	323,4	131,9%	-51,9%
Marchandises et produits divers	147,3	131,9	309,0	647,3	164,5	-74,6%	11,7%

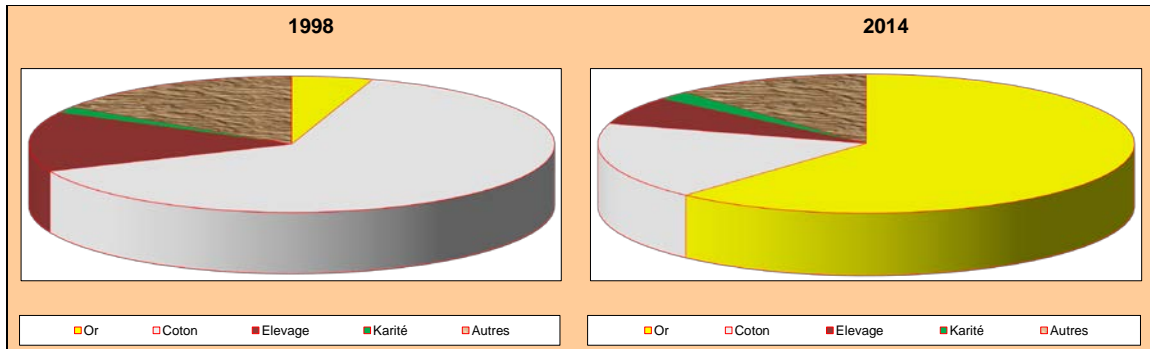


Au quatrième trimestre 2014, les exportations enregistrent une hausse de 20,2% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations à 309,3 milliards FCFA. Cette hausse est principalement imputable aux exportations de coton fibre et d'oléagineux malgré la baisse des exportations d'or de 29,4 milliards de FCFA. En effet, les exportations de coton fibre baisse des exportations de coton fibre enregistrent une hausse de 54,7 milliards de FCFA; les graines d'arachide, de sésame et autre oléagineux de 27,8 milliards de FCFA.

En glissement annuel, les exportations enregistrent plutôt une baisse de 5,5%, soit 18,0 milliards de FCFA. Cette baisse est imputable à la baisse des exportations graines d'arachide, de sésame et de fruit oléagineux de 17,7 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1998	2011	2012	2013	2014
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	5,0%	75,3%	79,4%	62,7%	61,7%
Part du coton dans total	63,5%	11,5%	11,4%	16,4%	17,9%
Part des produits de l'élevage dans total	14,2%	6,3%	5,4%	6,3%	6,5%
Part du karité dans total	1,6%	2,0%	1,7%	2,0%	2,1%
Part des autres produits dans total	15,8%	4,9%	2,2%	12,7%	11,8%

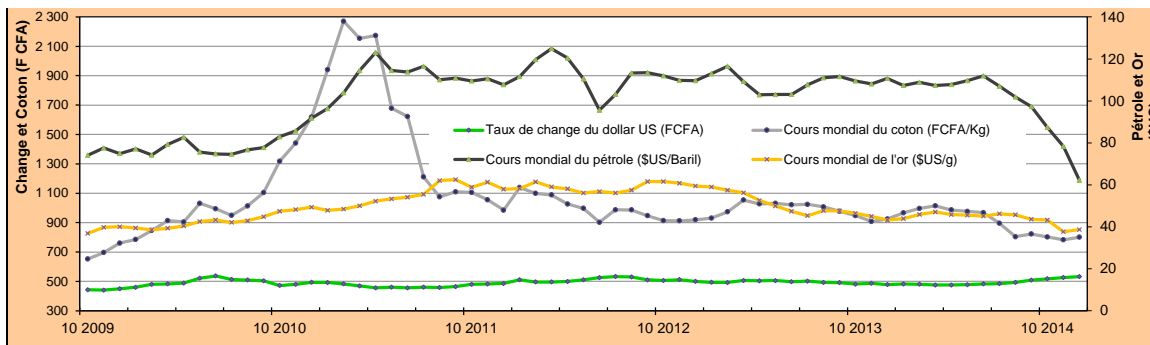


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (63,5%) et celles de produits de l'élevage (14,2%) en 1998, il ressort une prédominance de l'or avec 62,7% de la part des exportations en 2013. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 33,5 tonnes en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	Moyenne trimestrielle 2013	2014	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	482,0	478,9	478,3	495,2	525,2	6,1%	8,9%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	109,4	107,9	109,8	102,1	76,0	-25,6%	-30,6%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 921,5	2 072,8	2 041,9	1 699,4	1 514,8	-10,9%	-21,2%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	44,9	45,6	45,5	45,2	39,8	-11,8%	-11,2%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	52,7	51,7	52,5	50,5	39,8	-21,1%	-24,5%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	926,1	992,4	976,5	840,7	795,4	-5,4%	-14,1%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	21,6	21,8	21,7	22,4	20,9	-6,5%	-3,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,018	0,019	0,019	0,017	0,020	22,1%	15,7%



**Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, la dépréciation du franc CFA vis à vis du dollar se poursuit au quatrième trimestre 2014. La baisse est de 6,1% au quatrième trimestre après un recul de 3,5% un trimestre plus tôt. Le franc CFA s'est échangé en moyenne à 525,2 francs pour un dollar au dernier trimestre 2014 contre 495,2 francs au trimestre précédent. En glissement annuel, la monnaie de la Zone Franc a perdu 8,9% de sa valeur par rapport au dollar. Le raffermissement du billet vert s'expliquerait par le regain de l'activité aux Etats-Unis amorcé depuis le deuxième trimestre 2014.

**Prix des produits exportés :**

Le cours mondial du coton poursuit sa baisse entamée depuis le deuxième trimestre 2014. Le coton a cédé 10,9% de sa valeur en rythme trimestriel au quatrième trimestre 2014 après un fléchissement de 16,8% un trimestre auparavant. Le coton-fibre s'est échangé en moyenne à 1 514,5 dollars la tonne au dernier trimestre 2014 contre 1 669,4 dollars un trimestre plus tôt. Converti en franc CFA, le prix du coton-fibre a fléchi de 5,4% en s'établissant à 795,4 FCFA le kilogramme au quatrième trimestre contre 840,7 FCFA un trimestre auparavant. Le repli du cours du coton est imputable à l'abondance de la production mondiale soutenue par celle des Etats unis et l'Inde ainsi que la libéralisation des stocks en Chine.

Le cours de l'once d'or a baissé pour le troisième trimestre consécutif s'achevant à décembre 2014. L'or a perdu 11,8% de sa valeur en rythme trimestriel au dernier trimestre 2014 après un repli de 0,7% au trimestre précédent. Le gramme d'or valait en moyenne 39,8 dollars au quatrième trimestre contre 45,2 dollars au troisième trimestre 2014. Par rapport au quatrième trimestre 2013, le cours de l'or a connu un net recul (-11,2% au quatrième trimestre après -3,6 au trimestre précédent). Exprimé en franc CFA, l'or s'est échangé à 20 907 francs le gramme au dernier trimestre 2014, en baisse de 6,5% en rythme trimestriel et de 3,3% en glissement annuel. Le fléchissement du cours de l'or est soutenu entre autres par le raffermissement du dollar, le regain des investisseurs pour les marchés et dans une moindre mesure la baisse de la demande notamment Chinoise et indienne en 2014.

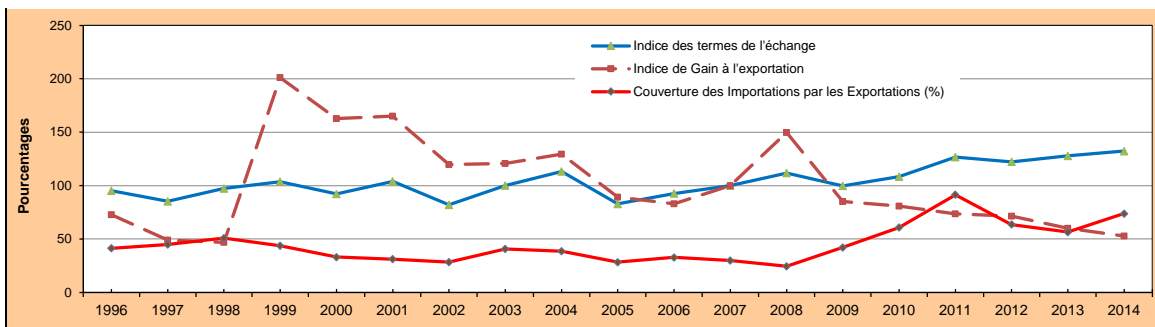
**Prix des produits importés :**

Sur le marché du pétrole, le cours du baril de pétrole de la mer du Nord (Brent) en dollars a maintenu son orientation baissière amorcée au début du troisième trimestre 2014. Le cours du Brent a chuté de 25,6% au quatrième trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent où il était en baisse de 7,1%. L'abondance de l'offre mondiale combinée à la demande réelle et anticipée peu soutenue ainsi que la vigueur du dollar a tiré le prix du pétrole vers le bas. Le baril de pétrole s'est échangé à 76,0 dollars au quatrième trimestre contre 102,1 dollars au troisième trimestre 2014. Comparée à la même période en 2013, le baril de pétrole a perdu 30,6% de sa valeur au quatrième trimestre 2014. Converti en franc CFA, le prix du Brent est en baisse de 21,1% en rythme trimestriel et de 24,5% en glissement annuel.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	Var. 2014	
						Var./2013	Var./2012
Indice prix à l'exportation	130,5	150,2	156,7	159,5	148,8	-6,7%	-5,0%
Indice prix à l'importation	120,3	118,5	128,1	124,2	112,5	-9,4%	-12,2%
Indice des termes de l'échange	108,4	126,7	122,3	127,8	132,3	3,5%	8,2%
Indice de gain à l'exportation	80,8	73,6	71,5	60,1	52,9	-11,9%	-26,0%
Couverture des Importations par Les Exportations (%)	60,9	91,5	63,6	56,5	73,8	30,6%	16,0%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. En effet, le taux de couverture s'est continuellement dégradé entre 2011 et 2013 (passant de 91,5% en 2011 à 56,5% en 2013). Toutefois, en 2014 il s'est amélioré en s'établissant à 73,8%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DSS :	Direction des Statistiques Sectorielles
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCF :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE :	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHASA :	Ministère de l'Agriculture, des ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

### Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP